

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
14 Rue Antoine DURENNE
55000 Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le 15/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEUSE COMPOST

La Pelouse

55190 VOID VACON

Références : CL/122-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement MEUSE COMPOST implanté La Pelouse 55190 VOID VACON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopiné d'opportunité suite aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure n°2020-815 et de suspension d'activité n°2020-814 du 18 mai 2020.

Ce rapport prend également en compte le rapport d'activité annuel 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEUSE COMPOST
- La Pelouse 55190 VOID VACON
- Code AIOT dans GUN : 0006207710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Meuse Compost est autorisée par arrêté préfectoral n°2012-689 du 10 avril 2012 à exploiter une plateforme de compostage de déchets non-dangereux et de matières végétales brutes sur le territoire de la commune de Void-Vacon.

Le 18 mai 2020, deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure n°2020-815 et de suspension d'activité n°2020-814 ont été signés suites aux non-respect des conditions d'exploitation du site.

Le 30 octobre 2020 par arrêté préfectoral n°2020-2298, la préfecture de la Meuse a autorisé l'exploitant à installer sur ce même site des installations de transit, regroupement, tri ou préparation

en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non-dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non-dangereux, ainsi que des installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non-dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi d'arrêté de mise en demeure;
- déchet;
- eaux souterraines;
- risque toxique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|----------------------------------|--|--|--|
| Broyage de bois | AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2 | / | Amende |
| Respect de la zone de chalandise | AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2 | / | Amende |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|--|--|-------------------|
| Rapport annuel | AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 3 | / | Sans objet |
| Bassins eaux résiduelles | AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1er | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Force est de constater que deux années après les injonctions préfectorales précitées, l'exploitation de ce site présente toujours des irrégularités vis-à-vis de ces prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Broyage bois

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, illégale |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 : Suspension de l'exploitation des installations exploitées illégalement</p> <p>L'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté doit, dès notification du présent arrêté, suspendre l'exploitation des installations de transit, regroupement, tri et préparation (broyage) de déchets de mobilier en bois et dérivés sur le site de sa plateforme de compostage de déchets organiques à VOID-VACON, jusqu'à l'obtention de la régularisation de leur situation administrative.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant est mis en demeure:</p> <p>1° de cesser immédiatement tout apport de déchets de mobiliers en bois sur ledit site.</p> <p>2° dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, d'évacuer ou de faire évacuer vers des installations de traitement ou d'élimination dûment autorisées à cet effet, tous les déchets de mobiliers en bois entreposés sur son site de VOID-VACON.</p> <p>L'exploitant doit communiquer au Préfet et à l'inspection des installations classées, au plus tard dans la semaine qui suit l'évacuation de ces déchets de mobiliers en bois, les justificatifs de leur prise en charge par une installation dûment autorisée pour les recevoir.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a transmis un dossier de modification de son installation pour lequel il a obtenu de la préfète de la Meuse l'autorisation d'exploiter une installation de transit, regroupement, tri et préparation correspondant à la rubrique 2714 sous le régime de la déclaration, le 30 octobre 2020 par voie d'arrêté préfectoral n°2020-2298.</p> <p>La portée de cet arrêté préfectoral concerne uniquement la demande précisée dans le dossier de l'exploitant : "une activité de transit, au sens de la réglementation en vue de la réexpédition vers un centre de recyclage/valorisation des papiers/cartons et des bouteilles en plastique issus des points d'apport volontaire et des déchetteries de la CODECOM de COMMERCY VOID VAUCOULEURS".</p> <p>L'activité de broyage de bois traité/imprégné n'était pas indiquée dans la demande déposée par l'exploitant et n'est donc toujours pas autorisée sur ce site.</p> <p>Les justificatifs d'évacuation des déchets bois présents sur le site entre la notification de l'arrêté de suspension d'activité n°2020-814 du 18 mai 2020 et l'arrêté préfectoral n°2020-2298 du 30 octobre 2020 n'ont pas été transmis.</p> <p>Le jour du contrôle, des activités de broyage de bois imprégné ont été constatées. De plus, il apparaît de manière certaine que du bois imprégné est mélangé au compost, activité de compostage relevant de la rubrique 2780-2-a ce qui représente une non-conformité et un non respect de l'arrêté préfectoral de suspension d'activité n° 2020-814 du 18 mai 2020.</p> <p>De ce qui précède et en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement un projet d'arrêté préfectoral infligeant une amende administrative d'un montant de 1 000 € est proposée.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende |

Nom du point de contrôle : Respect zone de chalandise

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Principe proximité |
| Prescription contrôlée : L'exploitant désigné à l'article 1 ^{er} du présent arrêté est mis en demeure, dès notification du présent arrêté, de stopper sur la plateforme de compostage de déchets organiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Void-Vacon, toute réception de déchets de nature et d'origine géographique non autorisées à l'article 5.10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-689 du 10 avril 2012. |
| Constats : Le bilan d'activité annuel de l'exploitant transmis par la préfecture le 4 février 2022 permet de constater que ce dernier ne respecte toujours pas sa zone de chalandise définie dans l'article 5.10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-689 du 10 avril 2012 en accord avec le principe de proximité défini à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement. Notamment, le rapport d'activité annuel permet d'identifier que sur les 10 318 tonnes de MIATES reçues, 6 368 sont hors zones de chalandise autorisée (région parisienne, Isère, Drôme), et sur les 19 106 tonnes de déchets verts et autres déchets réceptionnés, environ 3 500 tonnes sont hors zones de chalandises autorisée. Au total, pour l'année 2021, environ 30 % de déchets reçus (soit environ 9 850 tonnes) ne respectent pas l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n° 2020-815 du 18 mai 2020 relatif à l'article 5.10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-689 du 10 avril 2012. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende |

Nom du point de contrôle : Rapport annuel

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Bilan annuel |
| Prescription contrôlée : L'exploitant désigné à l'article 1 ^{er} du présent arrêté est mis en demeure d'adresser à l'inspection des installations classées, dans le délai maximal de quinze jours suivant la notification de la présente injonction, le bilan d'activité de la plateforme de compostage de déchets organiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Void-Vacon de ces cinq dernières années (2015-2019), détaillé année par année, tel que prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012-689 du 10 avril 2012 puis, avant l'échéance du 15 février de chaque année, les futurs rapports annuels d'activité de cette installation classée. |
| Constats : L'exploitant a transmis son rapport d'activité annuel pour l'exercice 2021. La préfecture de la Meuse l'a transmis à l'inspection des installations classées le 4 février 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Bassins eaux résiduelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1er |
| Thème(s) : Risques chroniques, eaux |
| Prescription contrôlée : Respecter les prescriptions fixées à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012-689 du 10 avril 2012 en procédant à la réfection de la structure du bassin de stockage d'eaux résiduelles d'un volume de 300 m3, tenu en réserve, dans un délai maximal de quinze jours suivant la notification de la présente injonction. |
| Constats : Dans le bilan annuel de l'exploitant transmis par la préfecture de la Meuse le 4 février 2022, sont présents des justificatifs de contrôle et d'entretien de la bâche du bassin de rétention pour l'année 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |